



CANADA

TREATY SERIES 1995/11 RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

Agreement between the Government of **CANADA** and the Government of the **RUSSIAN FEDERATION** concerning Audio-Visual Relations (with Protocol and Rules of Procedure)

Ottawa, October 5, 1995

In force October 5, 1995

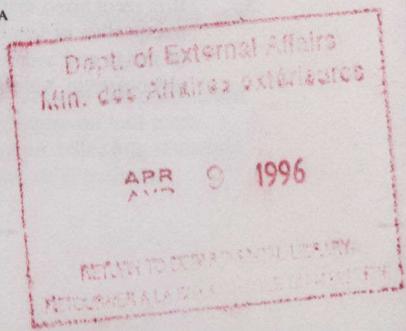
CULTURE

Accord concernant les relations dans le domaine de l'audiovisuel entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **FÉDÉRATION DE LA RUSSIE** (avec Protocole et Règles de Procédure)

Ottawa, le 5 octobre 1995

En vigueur le 5 octobre 1995

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1996



**AGREEMENT BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA AND
THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION
CONCERNING AUDIO-VISUAL RELATIONS**

**THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE
RUSSIAN FEDERATION,**

CONSIDERING the importance of developing and strengthening the good relations and broadening understanding between the Russian and Canadian people in the spirit of friendship and co-operation;

PROCEEDING from the USSR-Canada General Exchanges Agreement of October 20, 1971;

CONVINCED that it is desirable to develop these exchanges, particularly in the audio-visual field;

CONSCIOUS that such co-operation can contribute to the further expansion of the audio-visual industries of both countries as well as to the development of their cultural and economic exchanges;

HAVE AGREED to develop between the Russian Federation and Canada exchanges in the audio-visual field as follows:

ARTICLE I

The two parties shall expand and strengthen their co-operation and exchanges in the audio-visual field in accordance with the national legislation and the regulations in force in each country.

AREAS OF CO-OPERATION

ARTICLE II

1. The Protocol concerning audio-visual co-production is an integral part of the present Agreement and is annexed to the Agreement.
2. In the development of the present Agreement, other protocols may be signed which, by mutual consent, shall form an integral part of the Agreement.
3. It is recognized that the words "audio-visual works" refer to productions, irrespective of length, produced either on film, videotape or any other medium of image and sound reproduction, for exploitation in theatres, on television, videocassette, videodisc or by any other form of distribution.

ACCORD
CONCERNANT LES RELATIONS DANS
LE DOMAINE DE L'AUDIOVISUEL
ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET
LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE LA RUSSIE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE LA RUSSIE,

CONSIDÉRANT l'importance de développer et de resserrer les bonnes relations et d'accroître la compréhension entre les peuples canadien et russe dans un esprit d'amitié et de coopération;

S'INSPIRANT de l'Accord général sur les échanges entre le Canada et l'URSS conclu le 20 octobre 1971;

CONVAINCUS qu'il est souhaitable d'intensifier ces échanges, en particulier dans le domaine de l'audiovisuel;

CONSCIENTS que cette coopération peut contribuer à l'expansion ultérieure des industries de l'audiovisuel dans les deux pays ainsi qu'au développement de leurs échanges culturels et économiques;

ONT CONVENU de développer les échanges entre le Canada et la Fédération de la Russie dans le domaine de l'audiovisuel de la façon suivante:

ARTICLE PREMIER

Les deux Parties développeront et raffermiront leur coopération et leur échanges dans le domaine de l'audiovisuel conformément aux lois et règlements en vigueur dans chacun des pays.

DOMAINE DE COOPÉRATION

ARTICLE II

1. Le Protocole concernant les coproductions audiovisuelles fait partie intégrante du présent Accord et figure en annexe à l'Accord.
2. En développement de cet Accord, peuvent être signés d'autres protocoles, qui d'un commun accord, en feront partie intégrante.
3. Il est entendu que l'expression «oeuvre audiovisuelle» désigne des productions de toute longueur, filmées sur pellicule, bande magnétique, ou tout autre support de l'image et du son destinées à l'exploitation en salle, à la télévision, par vidéocassette, vidéodisque ou par tout autre moyen de distribution.

ARTICLE III

Each party shall encourage practical measures aimed at increasing the purchase and distribution of audio-visual works of each country and shall encourage the showing of these works in its territory in order to reach the greatest possible number of viewers.

ARTICLE IV

Each party shall encourage the participation of Canadian delegations and the screening of Canadian films in international film festivals in the Russian Federation and of Russian delegations and the screening of Russian films in international film festivals in Canada.

ARTICLE V

Each party shall encourage the organization of premieres and days of Canadian films in Russia and of premieres and days of Russian films in Canada.

ARTICLE VI

Each party shall encourage the exchange of specialists and trainees representing the audio-visual industries as well as the exchange of information in this field.

ARTICLE VII

Each party shall encourage co-operation between appropriate Canadian and Russian film institutes and organizations. They may also encourage the establishment of Russian-Canadian cinematographic joint venture companies.

ARTICLE VIII

Each party shall encourage exchanges of documentation in the audio-visual field between libraries, archives and other appropriate institutions in Canada and in the Russian Federation, on the basis of reciprocity and in accordance with the laws and regulations in force in each country.

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE IX

The Rules of Procedure and the financial terms for each area of co-operation identified in Articles 2 to 8 shall be determined by mutual consent.

ARTICLE X

Each party shall facilitate the circulation and temporary residence in their territory of personnel involved in the application of Articles 2 to 8. They shall similarly permit the temporary entry and re-export of any equipment necessary for the application of the above Articles.

ARTICLE III

Chaque Partie encouragera les mesures pratiques visant à accroître l'achat et la distribution d'oeuvres audiovisuelles de chaque pays et la présentation de ces oeuvres au plus grand nombre possible de spectateurs sur son territoire.

ARTICLE IV

Chaque Partie encouragera la participation de délégations canadiennes et la projection de films canadiens lors de festivals du film internationaux tenus dans la Fédération de la Russie ainsi que la participation de délégations russes et la projection de films russes lors de festivals du film internationaux tenus au Canada.

ARTICLE V

Chaque Partie encouragera l'organisation de premières et de journées de films canadiens dans la Fédération de la Russie ainsi que de premières et de journées de films russes au Canada.

ARTICLE VI

Chaque Partie encouragera l'échange de spécialistes et de stagiaires représentant les industries audiovisuelles ainsi que l'échange d'information dans ce domaine.

ARTICLE VII

Chaque Partie encouragera la coopération entre les instituts et organismes cinématographiques canadiens et soviétiques appropriés. Elles peuvent également encourager l'établissement d'entreprises cinématographiques canado-russes.

ARTICLE VIII

Chaque Partie encouragera les échanges de documentation dans le domaine de l'audiovisuel entre les bibliothèques, les archives et autres établissements appropriés au Canada et dans la Fédération de la Russie sur la base de réciprocité et conformément aux lois et règlements en vigueur dans chaque pays.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE IX

Les Règles de Procédure et les conditions financières pour chaque domaine de coopération dont il est fait état dans les articles 2 à 8 seront déterminées d'un commun accord.

ARTICLE X

Chaque partie facilitera la circulation et le séjour temporaire sur son territoire du personnel impliqué dans l'application des Articles 2 à 8. Elle permettra également l'admission temporaire et la réexportation du matériel nécessaire à l'application des Articles ci-dessus.

ARTICLE XI

1. Les deux parties instituent une Commission mixte canado-russe sur les Relations dans le domaine de l'audiovisuel qui sera chargée d'examiner les conditions d'application du présent Accord, de résoudre les difficultés soulevées par sa mise en oeuvre et de recommander les modifications souhaitables en vue de développer la coopération dans l'intérêt commun des deux pays.
2. Pendant la durée du présent Accord, cette Commission tiendra une réunion, au besoin, en alternance au Canada et dans la Fédération de la Russie; elle peut également être convoquée pour des séances extraordinaires à la demande de l'une ou de l'autre des deux parties à l'Accord, en particulier si des modifications importantes sont apportés aux lois ou règlements régissant les industries de l'audiovisuel.
3. La partie russe de la Commission mixte est dirigée par un représentant du Comité de la cinématographie de la Fédération de la Russie; la partie canadienne de la Commission mixte est dirigée par un représentant du ministère du Patrimoine canadien.

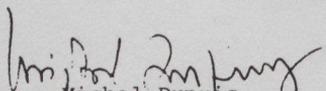
ARTICLE XII

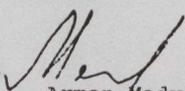
L'entrée en vigueur de cet accord, entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Fédération de la Russie, mettra fin à l'Accord conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'URSS concernant les relations dans le domaine de l'audiovisuel signé à Moscou le 20 novembre 1989, en ce qui concerne le Canada et la Fédération de la Russie.

ARTICLE XIII

1. Le présent Accord entre en vigueur à partir de la date de sa signature.
2. Il sera en vigueur pour une période de trois années. Un renouvellement tacite de l'Accord pour des périodes semblables aura lieu, à moins que l'une des parties avise l'autre par écrit de son intention de mettre fin à l'Accord six (6) mois avant la date d'expiration.

FAIT à Ottawa, ce 5ième jour d'octobre 1995, en deux exemplaires, dans les langues française, anglaise et russe, chacune des trois versions faisant également foi.


Michel Dupuis
POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA


Armen Medvedev
POUR LE GOUVERNEMENT DE
LA FÉDÉRATION DE LA RUSSIE

ARTICLE XI

1. The two parties shall establish a Joint Russian-Canadian Commission on Audio-Visual Relations which is responsible for examining the terms and conditions and the implementation of this Agreement, resolving any difficulties that may arise and recommending the modifications intended to develop co-operation for the common good of both countries.
2. During the term of the present Agreement, a meeting of this Commission shall take place as required, alternating between the Russian Federation and Canada.
3. The Russian part of the Joint Commission shall be headed by a representative of the Committee of the Russian Federation for Cinematography; the Canadian part of the Joint Commission shall be headed by a representative of the Department of Canadian Heritage.

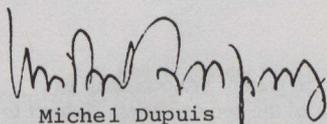
ARTICLE XII

On the entry into force of the present agreement, the agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics concerning audio-visual relations (with its Protocol) signed in Moscow on November 20, 1989, shall cease to have force as between Canada and the Russian Federation.

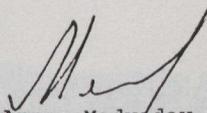
ARTICLE XIII

1. The present Agreement will enter into force on the day of its signature.
2. It shall remain in force for a period of three (3) years. A tacit renewal of the Agreement for like periods shall take place unless one or the other party gives written notice of termination six (6) months before the expiry date.

DONE at Ottawa, this 5th day of October, 1995, in duplicate, in the in the English, French and Russian languages, each version being equally authentic.



Michel Dupuis
FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA



Armen Medvedev
FOR THE GOVERNMENT OF
THE RUSSIAN FEDERATION

**PROTOCOL CONCERNING
AUDIO-VISUAL CO-PRODUCTIONS
BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION**

**THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE
RUSSIAN FEDERATION,**

CONSIDERING that it is desirable to establish a legal framework for audio-visual co-productions;

CONVINCED that such co-operation will contribute to the enhancement of relations between the two countries;

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE I

Audio-visual co-productions undertaken under the present Protocol must be approved by the following competent authorities:

In Canada:

the Minister of Canadian Heritage,

In the Russian Federation:

the Committee of the Russian Federation for Cinematography.

ARTICLE II

Audio-visual co-productions qualified under the present Protocol shall be considered to be national productions by and in each of the two countries. Subject to the national legislation and regulations in force in Canada and the Russian Federation, they are fully entitled to take advantage of the benefits available to the audio-visual industries or those that may be decreed in each country. These benefits accrue solely to the producer of the country that grants them.

ARTICLE III

1. The benefits arising out of this Protocol apply only to audio-visual co-productions undertaken by producers who have good technical organization, sound financial backing and recognized professional standing.
2. As a general principle, each co-producer working under the terms of this Protocol shall undertake to ensure that payment for any technical and creative services engaged in the course of the co-production is rendered in a prompt and appropriate manner.

**PROTOCOLE CONCERNANT
LES COPRODUCTIONS AUDIOVISUELLES
ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET
LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE LA RUSSIE**

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA
FÉDÉRATION DE LA RUSSIE,**

ESTIMANT souhaitable l'établissement d'un cadre juridique destiné à régir les coproductions audiovisuelles;

CONVAINCUS que cette coopération ne peut que contribuer au resserrement des relations entre les deux pays;

ONT CONVENU de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Les coproductions audiovisuelles entreprises en vertu du présent Protocole doivent être approuvées par les autorités compétentes suivantes:

Au Canada :

le ministre du Patrimoine canadien,

Dans la Fédération de la Russie:

le Comité de la cinématographie de la Fédération de la Russie.

ARTICLE II

Aux fins du présent Protocole, les coproductions audiovisuelles sont considérées comme des productions nationales par et dans chacun des deux pays. Sous réserve des législations et des réglementations nationales en vigueur au Canada et dans la Fédération de la Russie, elles jouissent de plein droit des avantages accordés aux industries de l'audiovisuel qui sont en vigueur ou qui pourraient être édictés dans chaque pays. Ces avantages sont acquis seulement au producteur ressortissant du pays qui les accorde.

ARTICLE III

1. Les bénéfices des dispositions du présent Protocole ne s'appliquent qu'aux coproductions audiovisuelles entreprises par des producteurs ayant une bonne organisation technique et financière et une expérience professionnelle reconnue.
2. En règle générale, chaque coproducteur agissant en vertu du présent Protocole s'engage à faire en sorte que le paiement des services techniques et artistiques assurés pendant la coproduction soit effectué rapidement et d'une manière appropriée.

ARTICLE IV

A co-production shall require contributions from each co-producer in the form of creative and technical participation and provision of services and material.

ARTICLE V

1. Co-production contracts entered into by the co-producers in both countries, pursuant to this Protocol, shall specify the nature of the film to be co-produced and the respective contributions of each of the parties, including the sharing of copyright, the creative and technical participation, the provision of services and the equipment and materials for filming and exhibition.
2. The Rules of Procedure (annexed hereto) are jointly established by the competent authorities of the two countries; they may be amended, if necessary, during the meeting of the Joint Commission or by the exchange of letters.
3. Applications for benefits under this Protocol for any audio-visual co-production shall be made to the competent national authorities in accordance with the Rules of Procedure.

ARTICLE VI

1. The proportion of the respective contributions of the co-producers of the two countries may vary from twenty (20) to eighty (80) per cent of the budget for each co-production.
2. The minority co-producer shall be required to make an effective technical and creative contribution. In principle, this contribution shall be in proportion to his investment and should comprise the participation of not less than three technicians, one performer in a leading role and two performers in a supporting role. Any departure herefrom must be approved by the competent authorities of both countries.

ARTICLE VII

1. Two copies of the final protection and reproduction material shall be made for all co-productions. Each co-producer shall be the owner of a copy of the protection and reproduction material and shall be entitled to use it to make the necessary reproductions. Moreover, each co-producer shall have access to the original production material in accordance with the conditions agreed upon by the co-producers.
2. Subject to the mutual agreement of both co-producers and the approval of the competent authorities in both countries, only one copy of the final protection and reproduction material may be made for low budget productions. In this case, the material will ordinarily be kept in the country of the majority co-producer. The minority co-producer shall have access to the material at all times.

ARTICLE VIII

1. Location shooting in a country not participating in the co-production may be authorized, if the script or the action so requires and if technicians from Canada and the Russian Federation take part in the shooting. The laboratory work shall be done in either Canada or the Russian Federation, unless it is technically impossible.

ARTICLE IV

Une coproduction requiert des contributions de chaque coproducteur au niveau de la participation artistique et technique et des prestations de services et de matériel.

ARTICLE V

1. Les contrats de coproduction conclus par les coproducteurs dans les deux pays, conformément au présent Protocole, précisent la nature du film à coproduire et les contributions respectives de chacune des parties, y compris le partage des droits d'auteur, la participation artistique et technique, la prestation de services de l'équipement et du matériel nécessaires au tournage et à l'exploitation de films.
2. Les Règles de Procédure (en annexe) sont fixées conjointement par les autorités compétentes des deux pays. Elle peuvent être modifiées, si nécessaire, au cours des travaux de la Commission mixte ou par échange de lettres.
3. Les demandes visant à faire bénéficier une coproduction audiovisuelle des avantages du présent Protocole doivent être présentées aux autorités nationales compétentes selon les Règles de Procédure.

ARTICLE VI

1. La proportion des apports respectifs des coproducteurs des deux pays peut varier de vingt (20) à quatre-vingt (80) pour cent du budget par coproduction.
2. L'apport du coproducteur minoritaire doit comporter une participation technique et artistique tangible. En principe, cet apport doit être proportionnel à son investissement et comporter la participation d'au moins trois techniciens, un interprète dans un rôle principal et deux interprètes dans un rôle secondaire. Toute dérogation doit être approuvée par les autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE VII

1. Toute coproduction doit comporter, en deux exemplaires, le matériel de protection et de reproduction. Chaque coproducteur est propriétaire d'un exemplaire du matériel de protection et de reproduction et a le droit de l'utiliser pour tirer d'autres copies. De plus, chaque coproducteur a un droit d'accès au matériel original conformément aux conditions convenues entre les coproducteurs.
2. Sous réserve du commun accord des deux coproducteurs et de l'approbation des autorités compétentes des deux pays, les coproductions à petit budget peuvent ne comporter qu'un seul matériel de protection et de reproduction. Dans ce cas, le matériel sera normalement retenu par le pays du coproducteur majoritaire; le coproducteur minoritaire a accès au matériel en tout temps.

ARTICLE VIII

1. Le tournage en décors naturels, dans un pays qui ne participe pas à la coproduction, peut être autorisé, si le scénario ou l'action l'exige et si des techniciens du Canada et de la Fédération de la Russie participent au tournage. Les travaux de laboratoire sont effectués soit au Canada ou dans la Fédération de la Russie, sauf impossibilité technique.

2. Studio shooting and animation works such as storyboards, layout, key animation, inbetweens, and noise, music and voice recording must, in principle, be carried out alternately in Canada and the Russian Federation.

ARTICLE IX

1. The original sound track of each co-production shall be made in either English or French or Russian. Double shooting in any two, or in all of these languages may be made. Dialogue in other languages may be included in the co-production as the script requires.
2. The dubbing or subtitling of each co-production into English, French or Russian shall be carried out in Canada or the Russian Federation. Any departure herefrom must be approved by the competent authorities of both countries.

ARTICLE X

1. The producers, writers and directors, as well as the performers, technicians and other production personnel participating in the co-production, must be nationals or permanent residents of Canada or nationals or permanent residents of the Russian Federation.
2. Should the co-production so require, the participation of performers other than those provided for in the first paragraph of this Article may be permitted, subject to approval by the competent authorities of the two countries. In exceptional circumstances, departures other than those mentioned above may be permitted.

ARTICLE XI

The sharing of receipts should, in principle, be proportional to the total contribution of each of the co-producers and shall be subject to approval by the competent authorities of both countries. This sharing consists of either a sharing of receipts or a sharing of markets or a combination of both formulas that takes into account the difference in the volume existing between the markets of the signing countries.

ARTICLE XII

Where a co-production is exported to a country that has quota regulations:

- a) it shall in principle be included in the quota of the country of the majority co-producer;
- b) if the respective contributions of the co-producers are equal, it shall be included in the quota of the country that has the best opportunity of arranging for its export;
- c) if any difficulties arise with respect to the application of paragraphs (a) and (b), it shall be included in the quota of the country of which the director is a national;
- d) if one of the co-producing countries enjoys unrestricted entry of its audio-visual productions into the importing country, co-productions shall, like national productions, be entitled by full right to such unrestricted entry.

2. Le tournage en studio ainsi que les travaux d'animation tels que le scénario-maquette, la maquette définitive préparatoire à l'animation, l'animation-clé, les intervalles et l'enregistrement des bruits, de la musique et des voix, doivent en principe s'effectuer tour à tour au Canada et dans la Fédération de la Russie.

ARTICLE IX

1. La bande sonore originale de chaque coproduction est en français ou en anglais ou en russe. Le tournage dans une combinaison de deux ou de la totalité de ces langues peut être fait. Des dialogues en d'autres langues peuvent être inclus dans la coproduction lorsque le scénario l'exige.
2. Le doublage ou le sous-titrage en français, en anglais ou en russe de chaque coproduction est fait au Canada ou dans la Fédération de la Russie. Toute dérogation devra être approuvée par les autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE X

1. Les producteurs, scénaristes et réalisateurs ainsi que les interprètes, les techniciens et autre personnel de production participant à la coproduction, doivent être de citoyenneté canadienne ou russe ou résidents permanents au Canada ou en Russie.
2. Si la production le requiert, la participation d'interprètes autres que ceux visés au premier paragraphe de cet Article peut être admise, après entente entre les autorités compétentes des deux pays. Dans des cas très exceptionnels, des dérogations autres que celles précitées peuvent être admises.

ARTICLE XI

La répartition des recettes devrait, en principe, se faire proportionnellement à l'apport total de chacun des coproducteurs et doit être soumise à l'approbation des autorités compétentes des deux pays. Cette répartition comporte soit un partage des recettes, soit un partage des marchés, soit une combinaison des deux formules en tenant compte de la différence du volume existant entre les marchés des pays signataires.

ARTICLE XII

Dans des cas où une coproduction est exportée vers un pays où les importations de productions audiovisuelles ont contingentées:

- a) cette coproduction est imputée en principe au contingent du pays du producteur dont la participation est majoritaire;
- b) cette coproduction est imputée au contingent du pays ayant les meilleures possibilités d'exportation, au cas où elle comporte une participation égale des deux coproducteurs;
- c) cette coproduction est incluse dans le quota du pays dont le réalisateur est un ressortissant, si des difficultés se posent en ce qui concerne l'application des alinéas a) et b);
- d) dans le cas où l'un des deux pays coproducteurs jouit de la libre entrée de ses productions audiovisuelles dans le pays importateur, les coproductions, tout comme les productions nationales, jouiront du plein droit de la libre entrée.

ARTICLE XIII

Credits, promotional films and advertising for co-productions shall identify the films as Canada-Russia co-productions when the majority co-producer is Canadian and as Russia-Canada co-productions when the majority co-producer is Russian. It is understood that credits shall be given equal treatment by each party.

ARTICLE XIV

Unless otherwise agreed upon by the competent authorities, audio-visual co-productions shall be entered in international festivals by the country of the majority co-producer.

ARTICLE XV

1. The competent authorities of both countries look favourably upon co-productions undertaken by producers of Canada, the Russian Federation and countries with which Canada or the Russian Federation is linked by a co-production agreement.
2. The proportion of the contribution by the co-producer of the third country shall be not less than twenty (20) percent of the budget for each co-production.
3. The minority co-producers shall be obliged to make an effective technical and creative contribution.

ARTICLE XVI

No restrictions shall be placed on the import, distribution and exhibition of Russian audio-visual works in Canada or Canadian audio-visual works in the Russian Federation other than those contained in the legislation and regulations in force in each of the two countries.

ARTICLE XVII

Should difficulties arise with regard to any aspect of this Protocol, such matters shall be referred to the competent authorities of each country for timely resolution.

ARTICLE XVIII

Approval of a co-production proposal by the competent authorities of both countries is in no way binding upon them in respect of the granting of a licence to show the co-production.

ARTICLE XIX

1. During the term of the present Protocol, an overall balance shall be sought with respect to financial participation as well as creative personnel, technicians, performers and resource technicians (studio and laboratory), taking into account the respective characteristics of each country.
2. The Joint Commission established under Article 11 of the Agreement shall examine if the overall balance sought has been achieved.

ARTICLE XIII

Le générique, la publicité commerciale et le matériel de promotion des coproductions identifient les films comme étant une coproduction Canada-Russie quand le coproducteur majoritaire est canadien et une coproduction Russie-Canada quand le coproducteur majoritaire est russe. Il est entendu que cette mention dans les génériques et la publicité des coproductions sera d'égale importance.

ARTICLE XIV

À moins que les autorités compétentes n'en décident autrement, les coproductions audiovisuelles doivent être inscrites aux festivals internationaux tenus par les pays du coproducteur majoritaire.

ARTICLE XV

1. Les autorités compétentes des deux pays considèrent favorablement la réalisation de coproductions par des producteurs du Canada, de la Russie et par ceux des pays avec lesquels le Canada ou la Russie est lié par un accord de coproduction.
2. La proportion de l'apport du producteur du tiers pays dans ces coproductions ne peut être inférieure à vingt (20) pour cent par coproduction.
3. Les apports des coproducteurs minoritaires doivent comporter obligatoirement une participation technique et artistique tangible.

ARTICLE XVI

L'importation, la distribution et l'exploitation des oeuvres audiovisuelles russes au Canada et des oeuvres audiovisuelles canadiennes dans la Fédération de la Russie ne sont soumises à aucune restriction, sous réserve de la législation et de la réglementation en vigueur dans chacun de ces pays.

ARTICLE XVII

Si des difficultés se posent concernant tout aspect du présent Protocole, ces questions sont soumises à l'attention des autorités compétentes de chaque partie pour qu'elles les résolvent en temps opportun.

ARTICLE XVIII

L'approbation d'un projet de coproduction par les autorités compétentes dans deux pays ne lie aucune d'entre elles quant à l'octroi du visa d'exploitation de la coproduction ainsi réalisée.

ARTICLE XIX

1. Pendant toute la durée du présent Protocole, un équilibre général doit être recherché en ce qui concerne la participation financière, de même qu'en ce qui concerne le personnel créateur, les techniciens, les interprètes et les ressources techniques (studios et laboratoires) tout en tenant compte des caractéristiques respectives de chaque pays.

ARTICLE XX

This Protocol is an integral part of the Agreement between the Governments of Canada and the Russian Federation concerning audio-visual relations.

2. La Commission mixte instituée sous l'Article XI de l'Accord examine si l'équilibre souhaité a été réalisé.

ARTICLE XX

Ce protocole fait partie intégrante de l'Accord entre les Gouvernements du Canada et de la Fédération de la Russie concernant les relations dans le domaine de l'audiovisuel. Il entre en vigueur la date de sa signature, et reste en vigueur pendant la période de validité du dit Accord.

ANNEX TO THE PROTOCOL

RULES OF PROCEDURE

1. The administrations responsible for the application of the Rules of Procedure of the present Protocol are:

For Canada:

The Minister of Canadian Heritage, represented by Telefilm Canada;

For the Russian Federation:

The Committee Of the Russian Federation for Cinematography represented by the Direction for Formation and Coordination of Programmes Production of the above Committee;

both being referred to hereinafter as the "administrations".

2. An application for benefits under this Protocol for any co-production must be made simultaneously (by the co-producers) to the administrations of both countries within the time-frame normally applied by each country. The administrations shall communicate their decision to one another within twenty (20) days of receipt of the complete documentation as described below.
3. Documentation submitted in support of an application shall consist of the following items, drafted in either English or French in the case of Canada and in Russian in the case of the Russian Federation.

- I. The final script.
- II. Documentation providing proof that the copyright for the co-production has been legally acquired.
- III. A copy of the co-production contract signed by the two co-producers.

The contract shall include:

- 1) the title of the co-production;
- 2) the name of the author of the script, or that of the adaptor if it is drawn from a literary source;
- 3) the name of the director (a substitution clause is permitted to provide for his replacement if necessary);
- 4) the budget;
- 5) the financing plan;
- 6) the distribution of receipts or markets;
- 7) the respective shares of the co-producers in any over or underexpenditure, which shares shall in principle be proportional to their respective contributions, although the minority co-producer's share in any overexpenditure may be limited to a lower percentage or to a fixed amount providing that the minimum proportion permitted under Article VI of the Protocol is respected.

ANNEXE AU PROTOCOLE

RÈGLES DE PROCÉDURE

1. Les administrations responsables de l'application des Règles de Procédure du présent Protocole sont :

Pour le Canada :

Le ministre du Patrimoine canadien représenté par Téléfilm Canada;

Pour la Fédération de la Russie :

Le Comité de la cinématographie de la Fédération de la Russie, représenté par sa Direction principale de formation et de coordination des Programmes de production;

toutes deux appelées ci-après les «administrations».
2. Les demandes d'admission au bénéfice du présent Accord doivent être déposées simultanément auprès des deux administrations au moins trente (30) jours avant le début du tournage. L'administration du pays du coproducteur majoritaire doit communiquer sa proposition à celle du coproducteur minoritaire dans un délai de vingt (20) jours à compter du dépôt du dossier complet tel qu'il est décrit ci-dessous. L'administration du pays coproducteur minoritaire doit à son tour faire connaître sa décision dans les vingt (20) jours qui suivent.
3. La documentation à l'appui d'une demande comprendre les éléments suivants, présentés en anglais ou en français dans le cas du Canada, et en russe pour la Fédération de la Russie.
 - I. Le scénario final;
 - II. Un document prouvant que les droits d'auteur afférents à la coproduction ont été légalement acquis;
 - III. Un exemplaire du contrat de coproduction signé par les deux coproducteurs;

Ce contrat doit comporter :
 - 1) le titre de la coproduction;
 - 2) le nom de l'auteur du scénario, ou de l'adaptateur s'il s'agit de l'adaptation d'une oeuvre littéraire;
 - 3) le nom du réalisateur (une clause de sauvegarde étant admise pour son remplacement éventuel);
 - 4) le devis;
 - 5) le plan de financement de production;
 - 6) la répartition des recettes ou des marchés;

- 8) a clause recognizing that admission to benefits under this Protocol does not bind the competent authorities in either country to permit public exhibition of the co-production;
 - 9) a clause prescribing the measures to be taken where:
 - (a) after full consideration of the case, the competent authorities in either country refuse to grant the benefits applied for;
 - (b) the competent authorities prohibit the exhibition of the co-production in either country or its export to a third country;
 - (c) either party fails to fulfill its commitments;
 - 10) the period when shooting is to begin; and
 - 11) a clause stipulating that the majority co-producer shall take out an insurance policy covering at least "all production risks" and "all original material production risks;" and
 - 12) the sharing of copyright.
- IV. The distribution contract, where this has already been signed.
- V. A list of the creative and technical personnel indicating their nationalities and, in the case of performers, the roles they are to play.
- VI. The production schedule.
- VII. The detailed budget identifying the expenses to be incurred by each country.
- VIII. The synopsis.

The administrations of the two countries may demand any further documents and all other additional information deemed necessary.

In principle, the final shooting script (including the dialogue) should be submitted to the administrations prior to the commencement of shooting.

Amendments, including the replacement of a co-producer, may be made in the original contract, but they must be submitted for approval by the administrations of both countries before the co-production is finished. The replacement of a co-producer may be allowed only in exceptional cases and for reasons satisfactory to both the administrations.

The administrations will keep each other informed of their decisions.

- 7) la participation de chaque coproducteur aux dépassements ou économies éventuelles. Cette participation est en principe proportionnellement aux apports respectifs. Toutefois, la participation du coproducteur minoritaire aux dépassements peut être limitée à un pourcentage inférieur ou à un montant déterminé, pour autant que la proportion minimum permise sous l'Article VI du Protocole soit respectée;
 - 8) une clause reconnaissant que l'admission au bénéfice du Protocole n'engage pas les autorités compétentes des deux pays à accorder le visa d'exploitation;
 - 9) une clause précisant les dispositions prévues :
 - a) dans le cas où après examen du dossier complet, les autorités compétentes de l'un ou l'autre pays n'accorderaient pas l'admission au bénéfice sollicitée;
 - b) dans le cas où les autorités compétentes n'autoriseraient pas l'exploitation de la coproduction dans l'un ou l'autre des deux pays ou son exportation dans des tiers pays;
 - c) dans le cas où l'une ou l'autre des Parties n'exécuteraient pas ses engagements;
 - 10) la période prévue pour le début du tournage de la coproduction;
 - 11) une clause précisant que le coproducteur majoritaire doit souscrire une assurance couvrant notamment «tous risques production» «tous risques matériel original»; et
 - 12) le partage des droits d'auteur.
- IV. Le contrat de distribution lorsque celui-ci est déjà signé.
- V. La liste du personnel artistique et technique, avec l'indication de leur citoyenneté et des rôles attribués aux interprètes;
- VI. Le plan de travail;
- VII. Un budget détaillé reflétant le partage des dépenses entre les deux pays;
- VIII. Le synopsis.

Les deux administrations compétentes peuvent en outre demander tous les documents et toutes les précisions additionnelles jugées nécessaires.

Le découpage et les dialogues des coproductions doivent en principe parvenir aux administrations compétentes avant le début du tournage.

Des modifications contractuelles, y compris le changement de l'un des coproducteurs, peuvent être apportées au contrat original. Elles doivent être soumises à l'approbation des autorités compétentes des deux pays, avant l'achèvement de la coproduction. La substitution d'un coproducteur ne peut être admise que dans des cas exceptionnels, pour des motifs reconnus valables par les administrations compétentes.

Les administrations compétentes s'informent mutuellement de leurs décisions.

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01027271 7

1000/70 4 0/10/10